

Sri Lanka : géopolitique de l'accaparement des terres

Jude Lal Fernando¹

L'écrasement militaire des Tigres tamouls en 2009 a débouché sur une vague d'accaparements de terres au Sri Lanka. Si les zones tamoules sont affectées par la militarisation et la dissémination de colonies cinghalaises, le phénomène est plus classiquement motivé par les opérations des multinationales dans le reste du pays. La convergence des résistances tamoule et cinghalaise n'est pourtant pas à l'ordre du jour.

La corrélation entre marchandisation, accaparement des terres et militarisation est l'objet d'une littérature abondante qui utilise les outils théoriques essentiels de l'économie politique (Petras et Veltmeyer, 2001). La plupart de ces textes négligent cependant la dimension géopolitique du problème, pourtant déterminante là où les États sont engagés dans la militarisation et l'accaparement des terres pour des raisons stratégiques. C'est le cas au Sri Lanka, où la guerre contre l'État *de facto* de l'Eelam tamoul² a été soutenue par les grandes puissances. Cet intérêt international était d'abord d'ordre géostratégique en ce qu'il visait le maintien de la structure unitaire de l'île. Cette dernière est indispensable au rôle

1. Professeur et chercheur au Trinity College de Dublin, ex-coordonateur national du All Ceylon Fisherfolk's Trade Union, coordinateur du People's Tribunal on Sri Lanka, membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* (CETRI).

2. L'Eelam tamoul renvoie aux territoires du nord et de l'est de l'île à majorité tamoule, sur lesquels un État tamoul *de facto* a existé de 1990 à 2009, avant de disparaître avec l'écrasement militaire du mouvement armé des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) par l'armée sri lankaise en mai 2009.

géopolitique de l'île en tant que lieu de passage obligé des grandes lignes de communication maritimes dans l'Océan Indien.

Accaparement des terres, militarisation et État unitaire

L'enjeu foncier se pose différemment dans les deux communautés ethnonationales du pays, à savoir les Tamouls et les Cinghalais. Cette différence remonte à la période coloniale. Pour les Britanniques, l'île n'avait pas de réel intérêt économique, il s'agissait plutôt d'un site stratégique avec des ports de qualité, qui pouvaient être utilisés pour contrôler l'Inde, « joyau de la couronne ». Le résultat de cet intérêt stratégique fut la création d'une unité politique sous un commandement unique, qui donna le pouvoir à la majorité cinghalaise au détriment des Tamouls. Ces derniers vivaient dans le nord et l'est de l'île depuis des siècles, tandis que les Cinghalais occupaient le centre, le sud et l'ouest.

À partir de 1920, sous l'impulsion du gouvernement colonial, des vagues de colonisations cinghalaises se déployèrent dans les régions orientales de l'île, afin d'y établir les paysans cinghalais qui avaient perdu leurs terres suite à l'expansion des plantations de thé dans le centre du pays. Le mouvement s'accéléra dans les années 1930 et 1940, suite à l'adoption du suffrage universel qui permit à l'élite cinghalaise majoritaire de dominer le Conseil d'État (Shanmugaratnam, 1985).

Discriminés économiquement, politiquement et culturellement par un État unitaire pro-cinghalais, les Tamouls en sont venus à exiger davantage d'autonomie dans les territoires du nord et de l'est. Cette revendication fut portée par des moyens politiques non violents pendant une trentaine d'années après l'indépendance. Depuis la fin des années 1970, en raison de la répression permanente du mouvement national tamoul par l'État sri lankais, cette exigence a évolué vers une résistance armée dirigée par le mouvement des Tigres tamouls (LTTE).

L'accord de cessez-le-feu conclu entre le gouvernement sri lankais et les Tigres tamouls en 2002, après vingt années de guerre, mettait en exergue la nécessité de restituer les terres occupées par les forces de sécurité sri lankaises aux paysans, pêcheurs et femmes du nord et de l'est du pays. Au lieu de faciliter ce processus de paix – basé sur le droit de la population civile à la terre –, les États-Unis, le Royaume-Uni, Israël et l'Inde soutinrent le gouvernement dans le but de militariser davantage la région. L'accord

de cessez-le-feu venait à peine d'être signé que l'US Pacific Command conseillait au gouvernement de reprendre et de sécuriser les zones agricoles et de pêche entourant le port stratégique de Trincomalee, une zone pourtant sous contrôle de l'Eelam tamoul. De leur côté, les experts militaires indiens conseillaient au gouvernement de ne pas permettre aux milliers de civils tamouls déplacés de retourner sur leurs terres dans le nord, tant que l'arsenal des Tigres tamouls n'était pas démantelé.

De telles initiatives ont renforcé la campagne belliqueuse des bouddhistes nationalistes cinghalais réclamant le rétablissement d'un État unitaire amputé du fait de l'existence de l'État tamoul. L'opposition au processus de paix a rallié de nombreuses forces cinghalaises, notamment le Front de libération populaire (Janathan Vimukthi Peramuna), nationaliste de gauche, et le Parti de l'héritage national (Jathika Hela Urumaya), d'extrême droite, par ailleurs opposés aux politiques économiques néolibérales et à l'accaparement des terres au sud par les multinationales. Paradoxalement, le rétablissement d'un État unitaire à travers une entreprise guerrière contre les Tigres tamouls a pris le pas sur l'objectif de lutte contre la transformation structurelle de la terre et de l'économie entraînée par la mondialisation capitaliste.

Sans le démantèlement délibéré du processus de paix de 2002 par les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, puis leur soutien diplomatique, politique et militaire (ainsi que celui d'autres acteurs concurrents – l'Inde et la Chine) à l'État du Sri Lanka, la victoire militaire sur les Tigres tamouls en 2009 et le démantèlement total de l'État tamoul *de facto* n'auraient pas été possibles. Cette manœuvre s'inscrivait dans un contexte, celui de l'occupation militaire de l'Afghanistan et de l'Irak, qui renforçait la nécessité de sécuriser la région sud-asiatique. La « guerre globale contre la terreur » n'était rien d'autre qu'une mondialisation militaire. Pour les acteurs géopolitiques, la structure unitaire de l'État sri lankais, qui avantage les Cinghalais, était le modèle le plus désirable car jugé le plus stable.³

3. Notons que l'implication de la Chine au Sri Lanka s'est intensifiée également, en vue de rivaliser avec l'Inde, les États-Unis et le Royaume-Uni.

Développement post-conflit ou accaparement des terres ?

Bien que les États occidentaux, rejoints par l'Inde, aient adopté des résolutions au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en 2012 et en 2013 pour enquêter sur les violations des droits humains commises au Sri Lanka, le processus d'accaparement des terres dans les territoires tamouls n'est pas contesté. Pire, il se fait au nom du « développement post-conflit », avec le soutien des mêmes grandes puissances. L'objectif de l'accélération de l'accaparement des terres est de transformer structurellement l'ensemble de l'Eelam tamoul en vue de détruire la base matérielle de l'identité nationale tamoule. Cette dernière représente le plus grand défi à la structure unitaire de l'État, qui lui-même revêt une importance stratégique croissante pour les grandes puissances qui se disputent l'hégémonie sur l'Océan indien et l'Asie du Sud.

Le processus d'accaparement des terres s'est accéléré bien avant la fin officielle de la guerre en 2009. Au commencement du conflit dans la province de l'Est, deux grandes zones entourant le port stratégique de Trincomalee, à savoir Muthur Est et Sampoor, furent acquises par le gouvernement à travers une notification présidentielle spéciale. Ces zones couvrent plus de 2000 hectares et près de 15000 personnes y vivaient, qui furent dépossédées des infrastructures de pêche, des terres agricoles et des ressources en eau desquelles elles tiraient leur subsistance (UTHR, 2007). Il s'agissait là de l'application des recommandations de 2002 de l'US Pacific Command. En réalité les civils avaient été chassés de la région dès 2007, suite aux bombardements massifs des forces de sécurité sri lankaises, qui firent des milliers de victimes.

Plus près de nous, en avril 2013, le gouvernement déclara s'autoriser de la section deux de la « loi sur l'acquisition des terres » pour acquérir près de 2600 hectares dans la zone de Valikamam (province du Nord) « à des fins publiques ». L'opération sera réalisée en vertu d'une circulaire spéciale, le « programme accéléré pour la résolution des problèmes fonciers post-conflit dans les provinces du Nord et de l'Est ». Les « fins publiques » renvoient en fait à la construction d'un quartier général militaire. Bien que le gouvernement ait affirmé que les propriétaires de cette zone n'avaient pu être identifiés, plus de 2000 personnes ont déposé des requêtes devant les tribunaux pour réclamer les lopins de terre qu'ils avaient habités des décennies durant. Ces personnes avaient en réalité été déplacées pendant la guerre, après que le gouvernement eut classé

cette zone comme étant « à haut risque ». Les communautés paysannes n'ayant plus d'accès à leurs terres, les soldats se sont mis eux-mêmes à les cultiver.

Des dizaines d'autres cas d'accaparement de terres à des fins militaires se sont produits dans la province du Nord. Il s'agit à chaque fois de territoires jugés d'importance stratégique par l'État sri lankais, car « *l'intégration rapide du nord et de l'est est considérée comme un moyen de consolider l'État unitaire et de prévenir la réémergence du militantisme tamoul* » (Goodland, 2012). La province du Nord est effectivement la province la plus militarisée de l'île au regard de la densité de sa population – avec deux cents soldats pour mille civils, elle devance même la Tchétchénie, le Cachemire ou l'Irak dans ce domaine (*Colombo Telegraph*, 12 juillet 2012).

Or les Cinghalais ne sont pas épargnés par cette stratégie d'accaparement des terres par la militarisation. Dans la région de Panama, aux confins des provinces de l'Est et du Sud, la marine sri lankaise a acquis quelque 553 hectares qui appartenaient aux paysans cinghalais. Dans certaines zones, l'accaparement des terres mené par les forces de sécurité pour des raisons stratégiques est associé à l'expansion d'infrastructures touristiques, vitrines du développement « post-conflit ». Ainsi un soutien militaire a-t-il été apporté à l'acquisition de quatorze îlots de pêche dans la zone de Kalpitiya, province de l'Ouest, affectant plus de 1 000 familles de pêcheurs cinghalais et tamouls, en vue d'y construire des hôtels et des restaurants. Dans les districts de Jaffna (Nord) et Trincomalee (Est), ex-zones rebelles, les forces militaires ont elles-mêmes construit des stations touristiques, érigeant de la sorte de véritables complexes militaro-commerciaux. Le tourisme est une façon de normaliser la domination stratégique et militaire de ces régions.

Accaparement des terres et changements démographiques

L'autre type d'accaparement des terres est destiné à provoquer des changements démographiques dans les territoires de l'Eelam Tamoul, à travers l'implantation de colonies cinghalaises, un processus qualifié de « cinghalisation » qui n'est pas sans rappeler les situations de l'Irlande du Nord ou de la Cisjordanie et de Gaza en territoire palestinien. Dans le district de Mannar, par exemple, plus de quatre cents terrains boisés ont été défrichés pour y installer 1 300 familles cinghalaises. Dans la foulée des pratiques coloniales britanniques, la région entre le Nord et l'Est fait l'objet d'un lourd

processus de cinghalisation en vue de rompre la continuité du territoire tamoul traditionnel.

L'armée a pris le dessus sur l'administration civile dans les décisions d'allocation des terres et même dans la désignation des lieux, des routes et des régions en langue cinghalaises. Par ailleurs, le pouvoir idéologique bouddhiste de l'État unitaire du Sri Lanka cherche à renforcer la base matérielle des bouddhistes cinghalais – des centaines de lieux de culte bouddhistes ont été construits dans les régions chrétiennes, hindoues et musulmanes où l'on parle le tamoul⁴. Le processus « post-conflit » s'assimile donc à un processus de cinghalisation de l'ensemble de l'île, avec l'aide des grandes puissances mondiales

Le dilemme d'une résistance commune

Comme déjà mentionné, bien des Cinghalais ont eux-mêmes perdu leurs terres dans le processus de consolidation de l'État unitaire. Le président a placé le bureau de l'Autorité du développement urbain (UDA) sous le contrôle du ministère de la défense. Des centaines de familles de la banlieue de Colombo ont été expulsées manu militari de leurs maisons. On estime que, dans les années à venir, plus de 70 000 familles appartenant à des groupes à faible revenu seront expulsées des zones urbaines pour « développer » la capitale, de façon à promouvoir les affaires et le tourisme. Les cas d'accaparement de terres en faveur de l'agro-industrie et du tourisme sont nombreux dans le Sud, résultat de l'orientation clairement néolibérale des politiques économiques. Ainsi le caractère militarisé de l'État, qui s'est développé contre la résistance nationaliste tamoule, a-t-il joué un rôle crucial dans la mise en œuvre des politiques économiques néolibérales dans la province cinghalaise du Sud.

La majorité des Cinghalais, qui soutiennent la consolidation de la structure étatique unitaire, ne s'attendaient pas à ce que cette dernière passe par l'accaparement de leurs terres. Ni que les militaires qu'ils ont soutenus dans la guerre contre les Tigres tamouls soient du côté des entreprises privées qui s'emparent de ces terres. Si les Cinghalais protestent contre l'accaparement de leurs terres, leur forte allégeance à l'idéologie raciste de l'État unitaire les empêche de se joindre aux Tamouls pour construire une résistance commune.

4. Il n'y a pas de bouddhistes de langue tamoule dans l'île.

L'Alliance populaire pour le droit à la terre, par exemple, organisation faîtière d'ONG majoritairement cinghalaises, reconnaît sur son site web que les institutions de l'État – l'armée, la marine, la force de défense civile, l'autorité de développement du tourisme – jouent un rôle important dans l'accaparement des terres, mais ne reconnaît pas l'injustice du processus massif d'accaparement et de transformation structurelle qui touche spécifiquement l'Eelam tamoul.

Conclusion

Malgré une forte militarisation et l'accaparement des terres en cours, malgré les séquelles du conflit et des crimes de masse commis par l'armée sri lankaise, la résistance tamoule se perpétue sous la forme de marches, de manifestations et d'autres actes de protestation. Du fait de l'influence de la mondialisation capitaliste, dans ses dimensions géostratégiques et militaires, sur la centralisation de l'État sri lankais, cette résistance nationale tamoule est une force progressiste qui doit être reconnue dans la lutte pour un « autre monde possible ». L'indispensable convergence des résistances des différentes classes sociales opprimées de l'île ne sera envisageable qu'à condition d'abandonner l'allégeance à l'État unitaire du Sri Lanka, construction coloniale continuant à servir des intérêts géopolitiques et néocoloniaux.

Traduction de l'anglais: Carlos Mendoza

Bibliographie

- Bhavani F. et Mirak R. (2008), *A brief profile of the Trincomalee High Security Zone and other Land Issues in Trincomalee District*, mai.
- Goodhand J. (2012), « Sri Lanka in 2011: Consolidation and Militarization of the Post-War Regime », *Asian Survey*, Vol.52, n° 1, janvier-février.
- Petras J. et Veltmeyer H. (2001), *Globalisation Unmasked: Imperialism in the 21st Century*, Delhi, Madhaym Books.
- Shanmugaratnam N. (1985), « Colonial Agrarian Changes and Underdevelopment », in Abeysekara C. (dir.), *Capital and Peasant Production: Studies in the Continuity and Discontinuity of Agrarian Structures in Sri Lanka*, Colombo, Social Scientists' Association.
- UTHR – University Teachers for Human Rights (2007), *Can the East be won through Human Culling? Special Economic Zones – An Ideological Journey Back to 1983*, rapport spécial n° 26.

